

**Commission départementale de la nature des paysages et des sites**  
**Formation « Publicité »**  
**du 30 juin 2025**

**Avis de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Var**  
**sur le RLPI de TPM**

<b>Communes</b>	<b>Carqueiranne, La Crau, La Garde, Hyères, Ollioules, La Pradet, Le Revest-les-Eaux, Saint-Mandrier-sur-Mer, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Toulon, La Valette-du Var</b>
<b>Cadre de la saisine</b>	<b>Code de l'environnement L581-14-1</b>
<b>Demandeur</b>	<b>Métropole TPM</b>
<b>Projet</b>	<b>Règlement local de publicité intercommunal</b>

**Les servitudes d'utilité publique patrimoniales et paysagères ont été prise en compte mais des erreurs matérielles et des défauts de lisibilité subsistent et sont à corriger :**

La plupart des communes de la métropole Toulon Provence Méditerranée sont concernées par une ou plusieurs servitudes relevant des missions de suivi et de contrôle par l'UDAP : monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables (SPR), périmètres délimités des abords (PDA), champs de covisibilité de monuments historiques, sites inscrits, site classés, parc national de Port-Cros. Ces servitudes impliquent une consultation de l'UDAP, avec parfois obligation de recueillir un avis conforme de l'architecte des bâtiments de France sur les demandes d'autorisations liées à la publicité, aux préenseignes et enseignes. Ces servitudes ont été dans l'ensemble prises en compte. **Cependant, des erreurs de légende et de report de délimitation demeurent sur les plans de zonage du document. Leur identification sont pour certaines peu lisibles, notamment les sites classés, les rayons de 500 mètres et les périmètres délimités des abords.**

Par exemple, l'emprise du monument historique inscrit La bastide d'Orvès et son jardin sur la commune de La Valette est incomplète. En effet, une partie supplémentaire du domaine a été inscrite au titre des monuments historiques le 27/09/2024.

Sur les plans de zonage, le tireté qui délimite le périmètre délimité des abords est noir alors qu'il est rouge dans la légende, ce qui prête à confusion. Cela concerne les communes de La Garde, Le Pradet, Six-Fours et Toulon.

Une partie des délimitations des PDA du Fort Saint Louis et du Jardin de Rocaille et celui du fort de la Grosse Tour (Tour Royale) est manquante.

Pour la commune du Pradet, un rayon de 100 mètres figure avec le PDA de la villa l'Artaude ; pour la commune de Toulon un rayon de 100 mètres figure également avec le PDA de la Vasque. Ce rayon de 100 mètres introduit par l'article **L581-8 du code de l'environnement** et lié à la notion de champ de visibilité ne s'applique pas dans un périmètre délimité des abords, mais dans le rayon de 500 mètres. Ils sont à supprimer pour ces deux PDA.

Les rayons de 500 mètres doivent figurer en totalité sur les plans pour éviter toute confusion, pour exemple rayon autour des monuments historiques, Pont Levant et Eglise ND du Bon Voyage, commune de La Seyne-sur-Mer ; chapelle des Mécaniciens, commune de Saint-Mandrier. Les autres rayons de 500 mètres sont à vérifier.

D'autre part, les légendes concernant ces deux servitudes ne sont pas précises. La notion d'abords de monuments historiques, qui entraîne un avis conforme de l'architecte des bâtiments de France, concerne uniquement le périmètre délimité des abords et le champ de visibilité d'un monument dans le rayon de 500 mètres ; le rayon de 100 mètres s'applique dans le rayon de 500 mètres. Aussi, il convient de supprimer la mention « abords de monuments historiques » pour le rayon de 500 mètres.

Sur les plans de zonages détaillés, la superposition des informations graphiques rendent le document illisible pour les îles d'Hyères notamment (impossible de distinguer site classé et site inscrit dans l'emprise du SPR).

**Le document du RLPI doit être modifié pour corriger ces défauts et oublis.**

#### **Concernant la publicité, le RLPI doit être corrigé et précisé pour la zone ZP1ap :**

La demande de l'UDAP (cf courriel du 23 juin 2023) de définir un zonage spécifique pour les sites patrimoniaux remarquables (SPR), les PDA et les abords de monuments historiques, a été pris en compte seulement pour les SPR : création de la zone **ZP1ap**, dans lequel la publicité est admise sur du mobilier urbain de surface unitaire n'excédant pas 2 m<sup>2</sup>. Il conviendrait de préciser dans le règlement que la hauteur de ce mobilier doit demeurer à une hauteur de piéton et respecter une hauteur finie ne dépassant 2 mètres par rapport au sol. Cela concerne tous les dispositifs de publicité OOH (Out of Home advertising ou publicité extérieure) hormis ceux situés dans les transports en commun.

Dans les dispositions générales du règlement, il est mentionné que la publicité est autorisée sur du mobilier urbain de surface unitaire n'excédant pas 2 m<sup>2</sup> dans les PDA et le champ de visibilité d'un monument historique, le plus souvent en zonage **ZP1a**. Il s'avère que dans certains cas le zonage n'est pas cohérent avec cette règle. Par exemple : sur la commune de La Garde, une partie des voies de circulation située dans le PDA ont été classées en zone **ZP3a**, qui autorise des dispositifs support de publicité jusqu'à 10,5 m<sup>2</sup>. **Il convient de supprimer la zone ZP3a à l'intérieur du PDA de La Garde.**

Autre exemple : la voie de circulation qui borde la Bastide d'Orvès, monument historique située sur la commune de La Valette a également été classée en zone **ZP3a**. **Il convient de modifier ce zonage aux abords de la bastide et en cohérence avec les parties récemment inscrites au titre des monuments historiques.**

Enfin, le port de La Seyne sur Mer, abord immédiat du Pont Levant, monument historique, et situé dans son champ de visibilité, a été classé en zone **ZP1b**, qui autorise des supports de 8m<sup>2</sup>. Ce zonage est à modifier pour les parties du port situées dans le champ de visibilité du Pont Levant.

**Un zonage unique, a minima pour les SPR et les PDA, secteurs à fort enjeu patrimonial serait plus cohérent et permettrait une meilleure lisibilité et facilité de compréhension et d'usage du document (plans de zonage et règlement).**

Enfin, il convient de rappeler que l'installation de mobilier urbain, avec ou sans publicité, est soumise à autorisation d'urbanisme (R421-25 du Code de l'Urbanisme) dans les SPR, dans les PDA, dans le champ de visibilité des monuments historiques. La réintroduction de l'autorisation de publicité dans ces secteurs par le RLPI ne garantit pas l'accord de l'ABF. Dans les lieux les plus sensibles, par exemple sur les fronts de mers et le SPR de la Corniche Tamaris, l'impact visuel du mobilier urbain publicitaire, peut justifier un avis défavorable de l'ABF.

**Les cônes de vues doivent être précisés pour mieux identifier le patrimoine à protéger :**

Les cônes de vues qui figurent sur les plans de zonage sont peu lisibles et ne matérialisent pas de manière précise les secteurs impactés. Ils peuvent être sujet à interprétation.

Il est donc souhaitable de revoir leur matérialisation sur les plans de zonage de manière à délimiter clairement les secteurs concernés et faciliter la compréhension et l'usage du règlement.

**Un règlement concernant les enseignes à revoir en zone ZP1a :**

Comme signalé ci-dessus, la définition d'un zonage spécifique aux SPR, PDA et abords de monuments historiques a également été demandé pour les enseignes.

La plupart des PDA et abords de monuments situés dans les centres historiques ont été classés en zone **ZP1a** et non en **ZP1ap** (zonage pour les SPR).

Les règles établies pour ces deux zonages diffèrent très peu dans le règlement du RLPI.

Au regard des contextes urbain et architectural souvent similaires ; centre historique, quartier à enjeu patrimonial... dans lesquels l'architecte des bâtiments de France intervient souvent avec un avis conforme et des prescriptions identiques, **les deux zones ZP1a et ZP1ap devraient avoir les mêmes règles pour les enseignes, celles de la zone ZP1ap.**

**AVIS DE L'UDAP :**

**L'UDAP émet un avis favorable sur le projet de règlement local de publicité intercommunal de la métropole Toulon Provence Méditerranée sous réserve que le document soit modifié en fonction de l'ensemble des remarques mentionnées dans le présent avis.**

  
Anna PELLEGRINI  
Architecte des bâtiments de France  
Cheffe de l'UDAP

